

Le Gouvernement a clairement abattu ses cartes. Il prépare, avec sa réforme des retraites, le plus grave recul social que les personnels des trois Fonctions Publiques aient connu depuis la mise en place du statut général des fonctionnaires en 1946.

Au-delà des retraites, les menaces sérieuses sur les emplois publics, la dégradation accentuée des conditions de travail, l'érosion du pouvoir d'achat, les réformes libérales imposées et les conséquences désastreuses de la décentralisation Raffarin, sont autant de raisons fortes de nous mobiliser le 3 avril prochain.

LES RETRAITES :

L'allongement de la durée de cotisation à 40 ans n'est qu'un premier pas, vers des durées de cotisation pour tous, privé comme public, à 42 voire, comme le souhaite le MEDEF, à 45 ans.

Le but du jeu pour le gouvernement est bien sûr de faire baisser les pensions versées.

Au-delà, le gouvernement veut s'attaquer au Code des Pensions.

Les menaces sont réelles de calculer le montant des pensions, non plus sur les 6 derniers mois d'activité, mais sur les 10 dernières années.

Le gouvernement espère profiter de sa réforme, pour faire passer des mesures « techniques » qui remettraient en cause le mode de calcul lors de départ en retraite sans la totalité des annuités(application d'un abattement pénalisant) et certains avantages familiaux, notamment les bonifications pour enfant.

Fillon et Delevoye voudraient nous faire croire que ces réformes sont prises pour rétablir l'équité Privé/Public. Or, ce sont eux qui se refusent à la rétablir en refusant de revenir sur les mesures Balladur de 1993. 37,5 annuités pour tous, c'est possible, matériellement et financièrement.

<p>C'EST POUR CELA QUE LE 3 AVRIL NOUS SERONS MOBILISES TOUS ENSEMBLE PRIVE/PUBLIC.</p>
--

HARO SUR LES FONCTIONNAIRES :

Au-delà des retraites, les annonces de Francis Mer, confortées par Chirac, ont démontré la volonté idéologique de supprimer des milliers d'emplois de fonctionnaires. Après avoir réduit le budget de la quasi-totalité des ministères, c'est à l'emploi que le gouvernement s'attaque.

Réformes et Libéralisations :

Toutes les administrations subissent des réformes dont la trame est à terme de casser les services publics. Le gouvernement supprime des emplois mais aussi des structures dites non rentables.

Côté pile, le gouvernement s'annonce proche des citoyens ; côté face, sa politique ne vise qu'à détruire les services publics.

Les réformes engagées créent des structures inhumaines pour les citoyens, et les personnels subissent une industrialisation de leur travail loin de leur souci de proximité.

Pour d'autres, c'est la privatisation des services qui est déjà largement engagée.

Décentralisation :

Les premières conséquences du grand projet de Raffarin prennent déjà effet avec le transfert des personnels non enseignants dans l'Education nationale vers les collectivités locales. Est-ce un premier test, une première expérimentation, à qui le tour ensuite ?

Dans l'enseignement supérieur, les projets préparent une libéralisation de ce secteur, prêt à être sacrifié au grand marchandage international qui s'organise dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce.

La décentralisation Raffarin appliquée au service public est l'application d'une doctrine ultra libérale qui préconise que l'Etat ne se concentre que sur ses missions dites régaliennes. Pour certains ces missions se limiteraient à l'armée, la police et la justice.

Pouvoir d'Achat :

Le ministre de la Fonction Publique refuse d'ouvrir des négociations salariales. Il se réfugie derrière « l'indispensable » réforme des retraites et la situation budgétaire.

Ceci est inacceptable ; il est temps de récupérer les pertes subies ces dernières années. De plus, le gouvernement devrait reconnaître financièrement les efforts qu'ont consenti les fonctionnaires tant en matière de réforme, de formation, d'acquisition de technicité et de conditions de travail.

<p>FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT, IMPOSER NOS REVENDICATIONS EST ENCORE POSSIBLE.</p>
--

L'union syndicale G10 Solidaires « Fonction Publique » a pris acte de l'appel des 6 fédérations de fonctionnaires à engager des actions le 3 avril prochain.

L'Union Syndicale G10 Solidaires appelle à la grève le 3 avril dans l'unité la plus large et sur ses revendications :

MAINTIEN DE LA RETRAITE A 60 ANS A TAUX PLEIN

37,5 ANNUITES POUR TOUS PRIVE/PUBLIC

LE RETABLISSEMENT DU CFA ET DE SES EQUIVALENTS DANS LE PRIVE

**L'INTEGRATION DES PRIMES DANS LE CALCUL DE LA RETRAITE SANS PERTE DE
POUVOIR D'ACHAT**

LE MAINTIEN DES REGIMES SPECIAUX

LA PRISE EN COMPTE DE LA PENIBILITE DU TRAVAIL

LE MAINTIEN DE LA RETRAITE PAR REPARTITION

UNE AUGMENTATION SUBTENTIELLE DU POUVOIR D'ACHAT

**L'ARRET DES REFORMES ET DES LIBERALISATIONS ET UN VERITABLE DEBAT
CITOYEN AUTOUR DES SERVICES PUBLICS**

L'ARRET DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Le gouvernement n'a pas compris l'envergure des manifestations du 1^{er} février,

Le gouvernement n'a pas compris l'importance des manifestations pour la défense des services publics,

Le gouvernement n'a pas compris l'ampleur des grèves qui secouent un nombre important d'administrations.

L'affrontement est donc inévitable.

<p>LE 3 AVRIL C'EST TOUS ENSEMBLE</p>
--

<p>EN GREVE</p>
